RETRO NEWS

ANNONCES
À MARSEILLE, au *Bureau du Journal*, Quai du Canal, 15, et chez M. *Allard* (Agence Havas), rue Pavillon, 31.
À PARIS, à l'*Agence Havas*.
Publicité Extra-Régionale, la ligne : Annonces, 4 fr. ; Réclames, 8 fr. ; Faits Divers, 12 fr. ; Après la Chronique Locale, 20 fr. ; Pleine Chronique Locale, 40 fr.

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois un an
France et Colonies.. 9 fr. 18 fr. 36 fr.
Etranger (Un. Post). 12 » 24 » 48 »
Les abonnements partent du 1er et du 16 de chaque mois.

LE PETIT MARSEILLAIS

10 centimes — JOURNAL POLITIQUE QUOTIDIEN — 10 centimes

Cinquante-troisième année. N° 18.869
LUNDI 2 FÉVRIER 1920
Purification
Demain Saint Blaise

DIRECTION, ADMINISTRATION, RÉDACTION
Quai du Canal, 15 — MARSEILLE

LE CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA GUERRE

Paris, 1er février.

Je voudrais, avant de reprendre la plume pour m'occuper des choses d'actualité, m'acquitter d'un devoir très agréable, qui est de témoigner aux lecteurs du *Petit Marseillais* toute ma gratitude pour l'accueil qu'ils m'ont fait au cours des conférences que je viens de terminer.

Leur attention bienveillante et leur sympathie constante ont été pour moi un grand encouragement. Il m'a semblé qu'en liant avec eux plus ample connaissance, je cimentais des liens vieux de dix ans et déjà resserrés aux heures critiques que nous avons vécues ensemble. Mais la confiance qu'ils m'ont témoignée me crée, vis-à-vis d'eux, de nouveaux devoirs, que je m'efforcerai de remplir en tenant leur attention en éveil sur les dangers qui pourraient nous menacer encore, si nous ne restions sérieusement en garde contre les menées allemandes, auxquelles le traité de paix laisse, malheureusement, un certain champ ouvert. La fermeté et la vigilance demeurent nos meilleures sauvegardes. Il appartient, maintenant, au pays lui-même d'exiger qu'elles ne faiblissent en aucun cas.

J'adresse également mes plus vifs remerciements à mes confrères de la presse, à qui je ne ferai qu'un reproche : celui d'avoir donné à mes paroles une publicité trop élogieuse. Ces remerciements, je les leur fais en camarade et en ami. Et maintenant, revenons aux affaires militaires, auxquelles la reconstitution du conseil supérieur de la guerre va donner un intérêt particulier.

Il y a longtemps que cette reconstitution avait paru nécessaire et l'on s'étonnait vraiment que le ministre de la guerre n'y ait point encore procédé. Elle a été le premier acte de M. André Lefèvre, qui montre ainsi une rapidité de décision dont son attitude antérieure nous avait donné l'avant-goût. Grâce à lui, nous sommes maintenant assurés que les questions spéciales auxquelles est si étroitement liée notre sécurité future ne seront plus exclusivement livrées à la fantaisie des bureaux, mais mûrement étudiées et préparées par un aréopage dont personne, assurément, ne suspectera ni la compétence ni l'autorité. Il y a mieux.

Les attributions conférées par le décret du 25 janvier au vice-président du conseil supérieur de la guerre, généralissime désigné, lui donnent tout pouvoir pour choisir ses collaborateurs ou, tout au moins, les proposer au ministre, lequel, bien entendu, reste constitutionnellement chef suprême et responsable.

Elles font du maréchal Pétain le grand régulateur de l'instruction professionnelle des officiers et des troupes. Elles lui permettent de leur imprimer sa marque. C'est la consécration heureuse de l'unité de direction, dont l'indispensabilité a été démontrée. Tout dualisme devient, en effet, impossible, puisque le chef d'état-major général n'est que le premier aide et le principal lieutenant du généralissime éventuel.

Enfin, et ceci est d'une importance capitale, tous les services du ministère sont, en ce qui concerne l'organisation, l'instruction et la mobilisation, placés dans la main du chef d'état-major général, de même que les affaires administratives formeront le compartiment d'un secrétaire général. Ainsi, le ministre n'aura plus affaire, comme par le passé, à quinze ou vingt organes différents, mais à deux.

Inutile, je crois, d'insister sur ce que la rapidité et la bonne qualité des solutions y gagneront. Le premier pas vers une décentralisation féconde nous en promet d'autres qui ne seront pas moins profitables.

Nous féliciterons donc, sans réserve, M. André Lefèvre d'être entré ainsi résolument dans une voie que ses prédécesseurs n'avaient jamais osé aborder et d'avoir, par ses choix, donné la meilleure des garanties aux réformes à venir.

Lt-COLONEL ROUSSET.

LE PROBLÈME DU BLÉ

Le Conseil de cabinet S'EFFORCE ACTUELLEMENT d'y trouver une solution

PARIS, 1er février. — Le problème du blé est un des plus angoissants de l'heure présente. Avant la guerre, la France était assez riche pour nourrir largement quarante millions d'habitants.

En 1913, nous avons récolté 88.431.000 quintaux de blé ; en 1919, nous n'en avons plus récolté que 48.438.170 quintaux. Ainsi, de l'avant-guerre à l'après-guerre, notre récolte en grains a baissé de près de la moitié, c'est-à-dire que la France ne peut plus nourrir que la moitié de ses habitants. Le ravitaillement a donc dû acheter, à l'étranger, depuis le 1er septembre 1919, 2.749.861 tonnes de blé. Nos besoins sont assurés jusqu'au mois de juin.

Nous cherchons actuellement à faire le complément jusqu'en septembre ; nous y arriverons, sans doute. Mais, au 30 juin 1919, la perte nette de l'Etat sur les opérations des blés et farines était de 2.893.411.155 francs 69. Chaque jour, ce chiffre s'accroît ; chaque jour, cet accroissement alourdit notre change. Notre situation financière est telle qu'il faudrait absolument que nous nous suffisions à nous-mêmes. Si nous continuons à importer de trop grandes quantités de denrées alimentaires, notre change s'effondrera ; la période de la vie chère s'allongera et la position de notre pays deviendra inextricable.

C'est la solution de ce problème que les ministres et sous-secrétaires d'Etat, réunis en Conseil de cabinet, sous la présidence de M. Millerand, ont commencé à chercher, ce matin. Ils ont entendu les rapports qui leur ont été présentés sur la politique du blé, par le sous-secrétaire d'Etat du ravitaillement, le ministre de l'agriculture et le ministre des finances.

Nous pouvons ajouter que, au cours de la discussion, il a été reconnu que la situation déficitaire des ensemencements en blé, qui couvraient environ 6.500.000 hectares en 1913-1914, alors qu'ils n'occupent plus que 4 millions 601.000 hectares pour les blés d'hiver de la saison 1919-1920, provenait en grande partie du manque d'engrais, bien que des mesures concernant le transport rapide de ce fertilisant aient été prises. Il y a quelques jours, il a été décidé qu'un gros effort serait fait pour intensifier la production et la répartition des engrais.

Les ministres ont examiné également les conditions dans lesquelles pourrait se faire le relèvement du prix du blé : taxation ou liberté du commerce. Ces deux hypothèses ont été envisagées et discutées. Aucune décision n'a été prise, car le problème du blé pose la question de la politique économique tout entière du gouvernement, le relèvement du prix du blé devant forcément avoir une répercussion sur toutes les branches de la vie économique du pays.

Afin d'étudier à fond toutes les conséquences qui pourront découler des décisions prises, notamment au point de vue du change, le gouvernement en poursuivra la discussion au cours du prochain Conseil des ministres qui se tiendra mardi.

LE PRIX DU PAIN

Interrogé, à l'issue du Conseil de cabinet, M. Thoumyre, sous-secrétaire d'Etat, a déclaré :

« La discussion sur le relèvement du prix du pain n'a pu être terminée aujourd'hui, mais il faut que le public s'attende à l'obligation d'un gros effort. »

Un autre ministre a déclaré de son côté :

« Il ne sera pas possible d'éviter l'augmentation du prix du pain. Actuellement, il coûte 20 sous par kilo à l'Etat, et lorsqu'on l'aura mis à 0 fr. 95, l'Etat y perdra encore, sans faire état des augmentations de change à survenir. »

Les armées bolchevistes SONT TRÈS DISCIPLINÉES

C'est un personnage bien informé qui l'assure

M. Cingureanu, ministre d'Etat bessarabien, qui était, il y a deux mois, en Russie, où il a pu se rendre compte de l'état actuel des choses, vient de donner son avis sur les forces russes bolchevistes et antibolchevistes. L'erreur, a-t-il dit, a consisté à mal connaître l'armée de Lenine. Tout d'abord, on l'a crue inexistante et, ensuite, sans l'apprécier, on l'a laissée se former et s'accroître. Le résultat a été à l'inverse de celui qu'on escomptait. Les armées russes groupées contre les forces de Trotsky se sont trouvées tout à coup en face d'une armée rouge régulière, commandée par des généraux de métier et à poigne, encadrée

M. CINGUREANU

par de nombreux sous-officiers, souvent allemands, plus disciplinée peut-être que l'armée du tsar. Et, qui plus est, les régiments des Soviets sont apparus bien équipés, bien armés, soutenus par une bonne artillerie et bien approvisionnés en munitions par les usines Poutiloff, remises en activité, ou grâce à des prises de guerre importantes.

« S'il est difficile de fixer le nombre des soldats des Soviets avec précision, on est en droit de considérer que ce nombre dépasse maintenant un million et demi d'hommes bien entraînés.

« A côté de ces troupes régulières sont entrées en ligne des bandes plus ou moins importantes composées de fanatiques dévoués à des chefs ultra-rouges, refusant de recevoir des ordres de Moscou. Elles se sont donné pour mission non seulement de harceler les troupes antibolcheviques, mais aussi de combattre par la terreur toute tentative de contre-révolution. »

D'après M. Cingureanu, les armées russes opposées à l'armée bolcheviste ne sont pas à même de triompher, en principe, d'une telle organisation. La fin du bolchevisme ne pourrait venir que si l'Entente favorisait les Etats qui existent ou sont en gestation autour de la Russie soviétiste, et qui n'arrivent pas à se constituer, faute d'une aide efficace.

« Seul, un tel cordon pourrait réussir sans doute à étouffer le bolchevisme. »

MM. POINCARÉ ET DESCHANEL président une cérémonie en l'honneur des Mutilés

PARIS, 1er février. — L'Office des mutilés et réformés a donné, cette après-midi, au Trocadéro, une cérémonie en l'honneur des mutilés, sous la présidence de M. Raymond Poincaré, président de la République, qui était entouré de MM. Paul Deschanel, Léon Bourgeois, Millerand, Maginot et des autres membres du gouvernement. Les maréchaux Foch et Pétain et de nombreuses notabilités civiles et militaires assistaient à cette cérémonie.

M. H. Chéron, président du comité d'administration de l'Office national, a pris la parole pour remercier le gouvernement de tout l'intérêt qu'il porte aux glorieux soldats de la grande guerre, et prier M. Maginot, sous-secrétaire d'Etat, de faire tout son possible pour hâter la liquidation des pensions des mutilés, des blessés, des veuves et des orphelins. Après un mutilé, qui a parlé au nom de ses camarades, les maréchaux Foch et Pétain sont venus rappeler à l'assistance l'héroïsme du soldat français dans cette grande guerre. Puis, M. Poincaré a prononcé un discours, dans lequel il a dit notamment :

« Dans l'effroyable catastrophe qui s'est abattue sur la France et sur le genre humain, ce sont les incomparables vertus héréditaires de notre nation qui, avec le concours des Alliés, ont sauvé du naufrage le droit et la liberté. Les vrais artisans de la victoire, sont les poilus et leurs chefs. Envers les armées qui ont chassé l'envahisseur et rétabli notre unité nationale, la France a contracté une dette de reconnaissance éternelle, dont l'Office des mutilés demeurera la représentation symbolique. Cette reconnaissance, nous la devons à tous ceux qui ont combattu ; nous la devons surtout aux morts et aux familles en deuil, qui conservent pieusement leur mémoire. Mais, immédiatement après ceux qui se sont sacrifiés tout entiers au salut de la patrie et qui n'ont pas vu se lever l'aurore de la justice, comment ne placerions-nous pas à un rang d'exception, dans notre gratitude et dans notre amour, ceux qui, ayant affronté les mêmes périls avec une égale sérénité, sont tombés, eux aussi, sur les champs de bataille et ont été relevés la face ensanglantée, la poitrine ouverte ou les membres lacérés ?

« Oui, mes amis, je me plais à le redire : c'est la patrie elle-même que vous personnifiez à nos yeux ; la patrie avec son auréole de victoire et ses blessures non encore cicatrisées ; la patrie avec les pertes qu'elle a subies, avec les ruines qui l'appauvrissent, avec la tâche gigantesque que la guerre lui a laissée, mais avec des inépuisables forces de relèvement et de ressources infinies de prospérité ; la patrie qui a souffert et que rien ne décourage ; la patrie fière d'elle-même et confiante en ses immortelles destinées. En vous, mes amis, je la reconnais ; en vous je la salue avec reconnaissance et respect. »

La Situation s'aggrave EN EGYPTE

DE NOTRE ENVOYE SPECIAL

LE CAIRE, janvier. — Une véritablement grave situation est sur l'Egypte. Ce n'est pas une de ces houles passagères, destinées à tomber, qui est en train de battre, dans toute la vallée du Nil, la mainmise de l'Angleterre. C'est un vrai flot, de plus en plus nourri, de plus en plus furieux.

Les manifestations n'ont pas cessé. Voilà dix mois qu'elles durent. Les mitrailleuses n'en ont pas eu raison. A Alexandrie, au Caire, dans les villages il ne se passe de semaine sans chasses à l'homme. Chasse en masse du côté des Anglais, chasse individuelle du côté des Egyptiens ; les uns au nom de la répression, les autres au nom de la vengeance. Si à Alexandrie, pendant quelque temps, les hommes d'armes anglais tiraient comme sur des lapins sur tout Egyptien ayant l'outrecuidance de passer dans la rue après neuf heures du soir, en revanche, toute silhouette kaki égarée qui avait le malheur d'être retrouvée dans un coin par un descendant des Pharaons pliait sous le poids d'un couteau entre les deux épaules. Il est interdit à tout soldat ou officier anglais dès la nuit tombée : 1° de se promener sur les bords du Nil (on en a retrouvé plus d'un au fil du fleuve sacré) ; 2° d'aller aux pyramides, même au clair de lune (le Sphinx a vu mourir ainsi à ses pieds plus d'un sentimental anglais, mais comme son nom l'indique, il n'a jamais dénoncé les coupables) ; 3° de pénétrer dans certains quartiers du Mouski c'est-à-dire des bazars, où les indigènes sont en général en nombre supérieur aux Européens. D'ailleurs, à l'entrée de ces quartiers des pancartes en lettres rouges préviennent les intéressés — comme sur certaines colonnes qui portent l'électricité : danger de mort.

Des camions d'armée, pleins de soldats britanniques, coiffant le casque de tranchée, fusil ou manche de pelle au poing, circulent précédés d'une sirène, comme au temps des gothas, sur les boulevards mondains du Caire. C'est pour prévenir ou dissoudre les manifestations. Le manche de pelle est l'arme préférée des soldats de l'ordre. Ce sont de petits manches de pelle, provenant des petites pelles individuelles de guerre. On n'a pas idée comme ça vous assomme votre homme, ces manches de pelle. Parfois les manieurs de ces manches de pelle se trompent. Comme tous les passants ne portent pas leur nationalité écrite sur leur front, au lieu d'assommer un Egyptien qui lui, pour se plaindre, n'a pas de consulat, on assomme un Italien, ainsi qu'il est survenu l'autre matin. Et on est très embêté. Mais le plus embêté des deux est encore l'Italien, un pauvre joueur de triangle, de l'orchestre du Kursaal, qui s'appelait Francesco Marengoni, il en est mort.

C'est au cri de *Yeha el Walan* (vive la liberté), que se font tous les cortèges et toutes les manifestations ; il ne se passe guère d'heures dans une journée que vous n'entendiez ou que vous ne trouviez quelques *Yeha el Walan*. Il y en a de solitaires, qui sortent tout seuls, pour ainsi dire, comme un cri du cœur que l'on ne peut plus retenir. C'est un fellah, avec sa longue robe blanche, qui le pousse, ou c'est un étudiant, ou ce sont les voyageurs d'un tram. Il y en a de collectifs. Ceux-là font d'un coup ouvrir toutes les fenêtres des hôtels et des maisons. On sait que, dans un sens, c'est une procession qui avance et dans un autre c'est un camion de soldats qui va venir. La scène se passe généralement entre les deux palaces du Caire : le *Continental* et le *Shepherd's*. Là, demeurent touristes européens, danseurs et danseuses, car être danseurs et danseuses ne constitue plus un agrément, c'est, par les temps que nous vivons, un état, un véritable état qui occupe son homme (et sa femme) du soir au matin ; là, demeurent aussi officiers et hauts fonctionnaires des Iles-Britanniques. C'est à ces gens qu'il s'agit de montrer que l'Egypte est réveillée. Il y a également une heure de préférence aux autres : c'est sur le coup de cinq heures du soir, de façon que la fin de la cérémonie patriotique se noie dans les premières ténèbres de la nuit. Il est rare que ces manifestations-là se terminent sans du sang, les manches de pelle tournoyant sans aucun souci des obstacles. Ce fut le cas de celle d'hier au soir ; un crâne céda. C'était juste devant la terrasse de l'hôtel Shepherd's qui s'était aussitôt garnie, bien entendu, des spectateurs d'outre-mer. Les manifestants se précipitèrent sur la flaque de sang, y trempèrent un mouchoir, pendirent le mouchoir à une canne et, précédés de cette relique, saisissante, étant plus de quatre mille, continuèrent leur route, malgré les camions anglais, criant de toute leur âme : *Yeha el Watan ! Yeha el Watan !*

Cette explosion de nationalisme n'est pas le fait de meneurs. Il n'y a pas de meneurs. C'est toute la race, depuis les fellahs jusqu'aux étudiants qui s'est levée. Les Egyptiens n'accepteront pas le protectorat que l'Angleterre a déclaré sur leur pays en 1914. L'Angleterre voudrait bien ne pas avoir commis cette faute ; mais puisqu'elle est commise, elle voudrait bien ne pas faire le nécessaire pour la réparer. Mais elle n'est plus toute seule. En face d'elle, elle a l'Egypte, l'Egypte n'arrivant pas décidément à comprendre comment il se fait que puisque l'Angleterre donne l'indépendance au Hedjaz, un royaume arabe à Fayçal (sur le dos de la France) et un foyer national aux juifs, en Palestine, elle refuse la liberté à l'Egypte.

Ou l'Angleterre cédera, ou la paix est à jamais disparue de la vallée du Nil.

D'AIGUES-MORTES.

LE SUCRE EST CHER

Le fait n'est pas nouveau

Le sucre est cher, et les raffineries n'en fournissent pas assez ; cependant, il faut bien nous dire que nous en consommons encore beaucoup plus que nos ancêtres, et à bien meilleur compte. Sans remonter jusqu'à l'antiquité, où cet aliment, aujourd'hui jugé indispensable, était inconnu en Europe (les gâteaux et les boissons étaient édulcorés avec du miel), nous pouvons suivre les fluctuations de l'industrie sucrière à diverses époques, en prenant pour guides les documents recueillis par M. G. d'Avenel sur l'évolution des dépenses privées.

Il est généralement admis que les Arabes ont connu le sucre raffiné longtemps avant les Européens, et que ce produit n'a été apporté dans nos pays qu'à l'époque des premières croisades. Sous les noms de *sucre de Babylone*, ou *de Damas*, de *caffetino*, ou de *sucre musqué*, cette précieuse denrée se vendait en moyenne 30 francs le kilo, du XIIIe au XVe siècle. Elle nous venait de Madère ou des îles de la Méditerranée, de Constantinople ou des Indes, par l'Egypte, après plusieurs transbordements et maints détours. Le sucre blanc, prodigalité que le poète Eustache Deschamps reproche aux femmes d'introduire dans les ménages, était un insigne d'opulence, et, si l'on ne passait le drageoir d'argent qu'aux personnages les plus qualifiés, c'est que les dragées, à 30 ou 40 francs le kilo, suivant leur finesse, étaient une friandise peu commune. Il en allait de même du *pignolat*, du *manuchristi*, de la *pâte de roi* et de tous les bonbons que nos épiciers prodiguent aujourd'hui pour quelques sous, dans les plus humbles hameaux, mais que l'apothicaire dosait, jadis, solennellement, et qui restaient réservés à quelques privilégiés.

Jusqu'au XVIIIe siècle, le pharmacien était l'unique détaillant de sucre. Bien que le prix en eût baissé, au XVIe siècle, à 10 francs le kilo, et, depuis l'exploitation des Antilles, au XVIIe siècle, à 6 et 5 francs, prix auquel il se maintint jusqu'à la fin de l'ancien régime, le sucre, devenu dans la bourgeoisie aisée un objet de dépense courante quoique onéreuse, demeurait inabordable pour les classes laborieuses : « Grâce à Dieu, écrivait un fonctionnaire de Louis XV, le peuple des campagnes ne tombe pas dans la mollesse ; le sucre reste chez le pharmacien ; les plus riches fermiers en ont seuls quelque peu, serré dans leur armoire. »

Il existait un grand écart entre la cassonade ou *moscouade*, généralement employée, et le sucre raffiné. Soit que les sucres bruts d'autrefois titrassent moins de degrés, soit qu'on les traitât moins bien, toujours est-il que de 100 kilos de cassonade on ne tirait que 67 kilos de raffiné. Cette question de raffinage fournit depuis Henri IV jusqu'à Louis XVI, la matière de copieux rapports administratifs ; elle fut l'objet de contestations perpétuelles entre la France et la Hollande, puis entre nos colonies d'Amérique et la métropole, et, à l'intérieur, entre diverses villes, telles que Rouen, Orléans ou La Rochelle, qui s'en disputaient âprement le monopole.

Cependant, cette industrie devait être bien modeste, car la cassonade l'emportait de beaucoup, dans l'usage, sur le sucre en pain. Quoique le miel, dont on s'était servi au moyen-âge, en guise de sucre, eût baissé de prix depuis les temps modernes jusqu'à ne plus valoir que 2 fr. 50 le kilo sous Louis XVI, il était totalement dédaigné au XVIIIe siècle. Malgré la préférence accordée au sucre pour ses qualités propres et sa supériorité saccharimétrique, la consommation française de 1779 n'était que de 380.000 quintaux. En 1831, elle avait à peine doublé : 749.000 quintaux. A la veille de la guerre, en 1913, dernière année normale, elle avait dépassé 6.000.000 1/2 de quintaux, soit environ 16 kilos par tête.

C'était peu, au regard des 40 kilos de l'Angleterre ; mais c'était beaucoup, par rapport aux 2 kilos de la France d'il y a un siècle. Brillat-Savarin nous cite le mot d'un ami qui disait, au temps du blocus continental, quand le sucre était à 10 francs le kilo : « Si jamais il revient à 3 francs, je ne boirai jamais d'eau qu'elle ne soit sucrée. »

En 1826, le sucre valait 2 fr. 50 à 3 fr. 20 le kilo, et, en 1840, à Paris, une livre de petits-fours se payait 4 francs.

Tous les chiffres précédents ne donnent d'ailleurs qu'une idée imparfaite de la cherté du sucre, aux siècles passés, car il faut tenir compte du taux des salaires. A ce point de vue, le progrès est certain, car si le sucre est longtemps resté absolument inaccessible à une grande partie de la population, le rationnement actuel prouve bien que la plupart de nos contemporains ont les moyens d'en acheter leur part.

ERNEST COUSTET.

La Femme d'hier ET D'AUJOURD'HUI

UN PROFOND MALAISE SOCIAL

Mme Marcelle Tinayre vient de faire, à la Société des conférences, à Paris, une délicieuse conférence sur « La Femme au lendemain de la Guerre ». Excelsior *a publié un intéressant compte-rendu de cette séance. En voici un significatif extrait :*

Jamais, a dit Mme Marcelle Tinayre, les femmes n'ont porté plus de bijoux, plus de fourrures, depuis qu'il n'y a plus de loutres, de renards, de zibelines ; jamais on n'a vu autant d'hommes occupés à les habiller, à les coiffer, à les chausser, à les parfumer, à les divertir, que depuis l'immense hécatombe des hommes. Et ne croyez pas que les femmes du monde et celles du demi-monde, les oisives, les riches ou les enrichies, soient seules à mener cette existence de parasites. Les femmes du peuple, selon leurs facultés et leurs moyens, aspirent à cette vie qui leur paraît être sinon un bonheur, du moins une revanche.

Jamais on n'a vu tant de cuisinières empanachées, tant de midinettes frisées et fardées, tant d'ouvrières assidues, au sortir de l'usine, chez le coiffeur et chez le pâtissier.

Aussi, les vieilles dames et les hommes graves, scandalisés et suffoqués par le spectacle de mœurs qui ne sont pas celles de leur jeunesse, hochent leur tête respectable, et gémissent en proclamant que « tout allait bien mieux autrefois ». Ils oublient que leurs grands-pères et leurs grand'mères proféraient, il y a quarante ans, les mêmes lamentations.

Cependant, n'est-il pas vrai, que, autrefois, si l'on n'était pas, en réalité, plus vertueux et plus sage qu'aujourd'hui, l'on était, au fond, plus tranquille et plus sincèrement joyeux ? Nos parents nous ont raconté combien rapidement après la guerre de 1870, la France répara ses maux et pansa ses blessures. Ce

Mme MARCELLE TINAYRE

qu'elle fit dans la défaite, il semble qu'elle ait peine à accomplir dans la victoire. Sa glorieuse convalescence est difficile, sa chair est encore meurtrie ; son âme, tendue dans l'effort héroïque, ne s'est pas encore ressaisie et équilibrée pour un autre effort moins sublime mais non moins nécessaire.

Le malaise social est si vaste et si profond, l'avenir si incertain que les êtres les plus robustes sont effleurés quelquefois par le doute et par la tristesse. Que dire alors des êtres plus fragiles, qui ont l'excuse de leur faiblesse ? Arrêtez au passage la danseuse en robe dorée, qui tourne comme pour se fuir elle-même dans le cercle enchanté de la danse.

Regardez-la dans les yeux, écoutez son rire, vous découvrirez en elle, parmi bien des pensées petites et vaines, une peur étrange, un sentiment d'inquiétude et de mélancolie, et le désir presque maladif d'oublier hier et demain et de s'oublier elle-même.

Mais cette danseuse n'est pas la femme moderne, elle n'est qu'un des aspects de la femme moderne.

Considérez celles qui ne dansent pas, les femmes dont le deuil s'éclaire à peine, les femmes ruinées ou appauvries, les femmes devenues chefs de famille et les femmes qui n'auront jamais de famille, les travailleuses intellectuelles et même les ouvrières qui ont du sens et de la raison. Vous sentirez chez toutes ces femmes ce même fonds de mélancolie et d'inquiétude qu'elles portent, sans le laisser affleurer, sous leur résignation et leur courage. Dans ces âmes, il y a des vertus que la danseuse à la robe dorée ne possède pas ; il y a de la fierté et de la volonté. Je n'y trouve guère de joie.

C'est que toutes les femmes, au lendemain de la guerre, toutes, sont plus ou moins en voie d'adaptation, mais non complètement adaptées à une forme de vie qui les étonne et qui les blesse.

Il n'y a guère que les très jeunes filles — celles qui n'étaient même pas des adolescentes, en 1914 — pour avoir, sans arrière-pensée, une certaine douceur à vivre. Manquant de points de comparaison, elles entrent dans le monde et l'acceptent tel qu'il est, tandis que leurs sœurs aînées et leurs mères, encore jeunes, se souviennent d'un autre monde à jamais évanoui.

77

LE MAITRE DU SILENCE

LE SECRET DE KOU-KOU-NOOR

Il essaya, sans bruit, d'ouvrir une porte basse, qui résista... Mais une autre, un peu plus loin, n'était pas fermée... A pas feutrés, l'homme, qui était pieds nus, entra, monta quelques marches et se trouva au rez-de-chaussée du château, dans une pièce qui servait de resserre pour les provisions.

Il put s'en rendre compte aussitôt, grâce à la petite lampe électrique qu'il sortit de sa poche... Après avoir rapidement consulté un plan indiquant avec exactitude la topographie assez compliquée de la vieille demeure, il se mit en devoir de gagner le premier étage.

Cette partie de son programme fut exécutée sans encombre.. Pas un bruit ne troublait l'impressionnant silence des pièces désertes, du vestibule à haute voûte, de l'imposant escalier de pierre couvert d'un épais tapis... Arrivé au premier étage, l'homme s'arrêta, pour jeter encore un coup d'œil sur son plan.

Puis, délibérément, il se dirigea vers le large corridor de droite, sur lequel donnaient les appartements du comte et de la comtesse, qui avaient été avant eux ceux de tous les châtelains de Monteyrac.

Très doucement, il tourna le bouton de la porte de l'antichambre, ouvrit le battant et entra en enfonçant ses pieds dans le tapis moelleux.

Mais quelqu'un surgit d'un angle de la pièce, se jeta sur lui, en le serrant à la gorge...

Un commutateur fut tourné, la pièce s'éclaira aussitôt... Kin-Feng, le jeune Chinois, s'approcha du groupe que formaient Josuah Darson et l'étranger, qui, ayant laissé tomber à terre sa petite lampe électrique, essayait d'échapper à l'étreinte des doigts nerveux du robuste Américain.

Sans un mot, comme en un plan bien réglé d'avance, Kin-Feng assujettit un bâillon sur la bouche de l'homme qui commençait à râler, puis lui ligota les mains, avec une extraordinaire célérité. Alors Darson retira ses doigts, et saisit l'inconnu à l'épaule, en ordonnant à mi-voix :

— Maintenant, marche !

L'autre n'essaya pas une résistance qu'il était d'ailleurs hors d'état de tenter, en ce moment... Trébuchant, le visage violacé par ce commencement d'asphyxie, les yeux hagards et terrifiés, il se laissa conduire par les deux hommes de confiance du comte Mancelli, à travers les grands corridors voûtés, puis dans un étroit escalier qui aboutissait à la chapelle.

Là, Darson démasqua l'entrée du passage secret autrefois découvert par Li-Wang-Tsang, et poussa l'homme dans l'ouverture sombre... Après quoi, il lui tint ce petit discours :

— Votre patron et vous, Cornélius Schaeft, avez cru avoir affaire à des imbéciles... et c'est vous qui êtes roulés. Tout ce que le comte Martold — ou Belvayre, comme vous l'appelez — avait comploté avec vous, nous le savions. Et nous vous avons laissé jouer votre comédie, pour vous prendre au piège... Maintenant, c'est fait. Martold n'aura pas son otage et il ne connaîtra pas de quelle façon s'est terminée votre mission, car désormais « vous ne parlerez plus », Cornélius Schaeft.

En achevant ces mots, Darson se pencha, retira les liens qui serraient les bras du Hollandais, puis le bâillon posé sur sa bouche.

Et, se reculant hors de l'ouverture, il referma sur lui la boiserie.

Schaeft se trouva dans l'obscurité complète. L'atmosphère était humide et moite... Quand son premier saisissement fut dissipé, il pensa avec épouvante :

« Où suis-je ?... Où m'ont-ils conduit ? »

Pendant un moment, il resta immobile, le corps secoué de frissons... Puis il se souleva, se mit sur son séant, tâta autour de lui...

Le sol était dur, un peu rocailleux... Schaeft se traîna lentement, avec précaution, craignant de choir dans quelque gouffre invisible. Au bout d'une cinquantaine de mètres, sa main sentit une marche.

Oserait-il descendre cet escalier, dans une telle obscurité ?... D'ailleurs, à quoi bon ?... Si on l'avait enfermé là, c'est qu'on savait bien qu'il lui était impossible de s'en échapper.

Mais que voulait-on faire de lui ?... Les derniers mots de Darson résonnaient sinistrement à ses oreilles : « Désormais, vous ne parlerez plus, Cornélius Schaeft... » N'était-ce pas là une sentence de mort ?... Allait-on le laisser périr de faim, dans ces ténèbres ? Une sueur froide mouilla le corps du Hollandais.

Devant une telle perspective, mieux valait tout risquer, pour tenter de trouver une issue. Schaeft se leva et, avec mille précautions, commença de descendre... L'escalier était raide, coupé de petits paliers qui, dans cette nuit complète, constituaient autant d'embûches... Mais le Hollandais se reprenait un peu à l'espoir, car l'atmosphère devenait moins lourde, à mesure qu'il avançait...

L'escalier finissait... Schaeft s'engagea dans un long couloir, où pénétraient une vague lueur et un air frais annonçant l'approche d'une ouverture sur le dehors... Après quelques instants de marche, il se trouva devant une fissure du roc par où se glissaient un peu d'air et une pâle clarté de lune.

Avec précaution, il s'avança, passa la tête dans l'ouverture...

Et une exclamation de désespoir s'échappa de ses lèvres.

Presque au niveau de la fissure, et prête à y pénétrer, la Dordogne roulait ses eaux jaunes, torrentueuses, gonflées par des pluies récentes qui s'étaient prolongées.

L'étroit rebord longeant la falaise à pic avait disparu sous ce flot montant, et devant lui, Schaeft ne voyait que l'abîme mouvant, grondant, qui lui barrait le chemin de la délivrance.

Il bégaya :

— Je suis enfermé !... enfermé !

Pendant un long moment, il resta là, regardant cette eau jaunâtre et rapide avec des yeux désespérés... Là-haut, le voile de nuées s'était écarté, permettant à la lune presque en son plein d'éclairer ce spectacle d'une signification terrible pour l'homme qui le contemplait.

Mourir par la faim... ou périr dans les flots torrentueux... Telle était l'alternative qui se présentait à l'esprit affolé du Hollandais.

Cependant, à la réflexion, il songea qu'il était assez bon nageur, et que, peut-être, il pourrait se sauver quand même.

En tout cas, il n'entrevoyait que cette chance... Car ou bien le comte Mancelli avait l'intention de le laisser mourir de faim dans ce lieu secret, ou bien il lui réservait un autre châtiment non moins terrible. Les paroles de l'homme qui l'avait délivré de ses liens ne laissaient pas à Schaeft de doute à ce sujet.

Avec des gestes fébriles, le Hollandais enleva ses principaux vêtements... Pendant un moment, il hésita encore... La lune éclairait son visage blême, convulsé par l'angoisse...

Puis il murmura :

— Il le faut !

Et, se glissant dans la fissure, il se jeta à l'eau.

Pendant un instant, il fut emporté par les flots... Puis il eut l'impression de se trouver pris dans un tourbillon, roulé furieusement... Et il perdit la notion de tout.

VI

A Paris, Martold attendait avec impatience le résultat de l'entreprise qu'il avait confiée à Cornélius Schaeft.

Nul mieux que le Hollandais ne lui semblait capable de la faire réussir. Dans de précédentes affaires, assez difficiles et délicates, il avait montré ce que l'on pouvait attendre de son adresse, de sa ruse, de son esprit d'initiative. Aussi Martold escomptait-il le succès. Néanmoins, il avait déjà eu trop de preuves du pouvoir d'information dont semblait disposer son adversaire pour ne pas conserver, malgré tout, une vive inquiétude.

Il était convenu que Schaeft, ayant endormi la jeune comtesse Mancelli à l'aide du chloroforme dont il s'était muni, la transporterait hors du château, jusqu'à un endroit du mur d'enceinte convenu à l'avance avec le complice dont il s'était assuré l'aide. Là, il ferait passer la jeune femme de l'autre côté, puis passerait lui-même... Une automobile les attendrait à quelque distance et les transporterait à grande vitesse jusqu'à une localité de la banlieue parisienne où Martold s'était assuré la jouissance d'une petite propriété close de hauts murs, très retirée, appartenant à un Allemand de sa connaissance. Là se terminerait la mission de Schaeft... Martold s'était assuré d'un robuste Poméranien et de sa femme, gens de confiance, pour garder la prisonnière. Au bout d'un certain temps, qui n'était pas fixé encore, il entamerait les négociations destinées à lui faire connaître le secret de la caverne chinoise et à lui assurer la possession du trésor, en échange de la mise en liberté d'Orietta.

Oui, qu'il eût en sa possession la jeune comtesse Mancelli, tout était là. Il se faisait fort, ensuite, de la garder à l'abri des recherches...

Aussi la première partie de ce plan était-elle d'une importance primordiale et expliquait-elle la nervosité qui s'était saisie de Martold quand il avait reçu la dépêche, conçue en termes convenus, lui annonçant que Schaeft avait saisi une occasion favorable pour pénétrer dans le château.

Il se rendit le lendemain aux Troënes — c'était le nom de la petite propriété — pour constater que tout était prêt à recevoir l'otage. Et il y demeura jusqu'au soir, calculant que Schaeft, s'il avait pu faire le coup la nuit précédente, serait vraisemblablement ici dans la soirée, car la voiture qu'il avait louée donnait une très grande vitesse.

Mais le Hollandais ne parut pas ce jour-là... ni le lendemain d'ailleurs.

Aux Troënes, on vit arriver un matin Essger, le complice que Schaeft avait pris pour l'aider... Il avait attendu vainement à l'endroit désigné, jusqu'à l'aube... Puis, craignant d'être remarqué, il avait rejoint l'automobile et avait été la garer à Périgueux... Après quoi, fort inquiet au sujet de son compagnon, il était revenu par le chemin de fer à Monteyrac, et jusqu'au soir avait erré aux alentours du château.

Pendant toute la nuit, il s'était tenu à l'endroit désigné par Schaeft, dans l'espoir que celui-ci, n'ayant pu réussir la nuit précédente, s'était caché dans le château et attendait les ténèbres pour sortir, avec ou sans la prisonnière... Puis, au matin, de plus en plus inquiet, il s'était rendu à une auberge du village pour se restaurer, après cette nuit de veille. Et là, il avait appris que la veille, des gens passant dans un sentier peu fréquenté au bord de la Dordogne, avaient trouvé le cadavre d'un noyé, arrêté par les branches d'un arbre plongeant dans la rivière.

Tout d'abord, Essger n'avait établi aucun rapport entre cet homme et Schaeft... Mais bientôt, en écoutant les précisions que donnait un de ceux qui avaient fait cette découverte, il dressa l'oreille... La tenue du noyé ressemblait à celle que le Hollandais avait revêtue pour simuler le vieux marchand ambulant.

(*La suite à demain*).

M. DELLY.